



PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR

Direction départementale des territoires

Dijon le

Service Préservation et Aménagement de l'Espace

Bureau Planification et Prévention des Risques Technologiques

**LE PREFET DE LA REGION BOURGOGNE
PREFET DE LA COTE D'OR
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Affaire suivie par : Catherine Zulian
catherine.zulian@cote-dor.gouv.fr
Tél. 03 80 25 09 04 – Fax : 03 80 25 09 10

ARRETE PREFECTORAL N° 76

Commune de SAINT ROMAIN Approbation de la carte communale

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L. 124-1 à L. 124-4 et R. 111-1 à R. 111-26, R. 124-1 à R. 124-8 ;

VU la délibération du conseil municipal de SAINT ROMAIN en date du 12 décembre 2013 décidant d'approuver la carte communale et le dossier correspondant ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Côte d'Or ;

ARRETE

ARTICLE 1er : La carte communale de la commune de SAINT ROMAIN est approuvée conformément au dossier annexé au présent arrêté.

ARTICLE 2 : Le dossier d'approbation est tenu à la disposition du public à la mairie de SAINT ROMAIN et à la direction départementale des territoires.

ARTICLE 3 : La délibération du conseil municipal approuvant la carte communale ainsi que le présent arrêté préfectoral seront affichés pendant un mois en mairie.

Mention de cet affichage, précisant les lieux où le dossier peut être consulté, sera insérée par le maire en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Côte d'Or.

Article 4 : L'approbation de la carte communale produira ses effets juridiques dès l'exécution de l'ensemble des formalités de publicité prévues à l'article 3.

Article 5 : La secrétaire générale de la préfecture de la Côte d'Or, le directeur départemental des territoires et le maire de SAINT ROMAIN sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Fait à DIJON, le 18 FEV. 2014

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire Générale



Marie-Hélène VALENTE

Séance du jeudi 12 décembre 2013

Membres afférents au

Conseil municipal : 11
En exercice : 11
Qui ont pris part à la
Délibération : 11

Présents : Emmanuel Bichot, Marie-Martine Chauveau, Henri François, Pierre-Alain Viellard, Ghislain Acher, Michèle Barolet, Louis Fèvre, Patrick Germain, Odile Guyot, Bernard Martenot

Absent : Jacques Chevalier a donné pouvoir à Emmanuel Bichot

Date de la convocation : jeudi 5 décembre 2013

Date d'affichage : jeudi 5 décembre 2013

Le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Emmanuel Bichot.
Secrétaire de séance : Michèle Barolet

Objet : Approbation de la carte communale

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal les conditions dans lesquelles le projet d'élaboration de la carte communale a été conduit, à quelle étape de la procédure il se situe,

Il rappelle que Le conseil municipal de Saint Romain a décidé par délibération en date du 29 mars 2013 d'élaborer une carte communale sur le territoire de la commune

Le projet de carte communale a ensuite été arrêté par délibération du conseil municipal en date du 19 juillet 2013.

Ce projet a fait l'objet d'une évaluation environnementale et, à ce titre a été transmis pour avis à l'autorité environnementale.

Il a aussi été transmis pour avis à la chambre d'agriculture et à la CDCEA

La carte communale a été soumise à enquête publique qui s'est déroulée du mercredi 2 octobre au jeudi 31 octobre 2013 inclus.

Deux réunions ont été organisées avec la DDT les 12 novembre et 2 décembre 2013 pour examiner les observations faites par le public et le rapport du commissaire enquêteur.

CONSIDERANT l'avis favorable donné par le commissaire enquêteur dans son rapport, le projet de carte communale étant d'intérêt général,

CONSIDERANT que au vu des avis favorables de l'autorité environnementale, de la CDCEA, de la chambre d'agriculture, de la DDT, des observations du public et du rapport du commissaire, il est justifié d'apporter des adaptations au dossier de la carte communale sur les points suivants :

Corrections sur la base de l'avis des personnes publiques consultées:

Corrections et informations supplémentaires apportées au rapport de présentation.

Reprise du dessin de la zone strictement inconstructible au titre de l'AVAP en fonction des corrections apportées à celle-ci après l'enquête publique.

Indication de la volonté de mise en place du droit de préemption prévu à l'article L211.1 sur la zone de développement constructible au Nord du village bas (Nord de la rue du Petit Val et Ouest de la RD 17 E) au lieu d'un projet de ZAD.

Ajout des servitudes d'utilités publiques en annexe de la carte communale,

Correction sur la base des observations du public et du rapport du commissaire:
Reprise du dessin du secteur A du village haut à l'entrée Nord.

Le Conseil Municipal,

VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 124-1 et suivants et R 124-1 et suivants et L 211-1 ;

VU la délibération du conseil municipal du 29 mars 2013 décidant de l'élaboration de la carte communale ;

VU la délibération du conseil municipal du 19 juillet 2013 arrêtant le projet de carte communale pour le soumettre à l'enquête publique ;

VU l'arrêté municipal soumettant le projet de carte communale à enquête publique ;

ENTENDU les conclusions du commissaire enquêteur ;

ENTENDU l'exposé de Monsieur le Maire,

CONSIDERANT que le projet de carte communale tel qu'il est présenté au conseil municipal, et notamment le rapport de présentation et les documents graphiques, est prêt à être approuvé conformément à l'article L124.2 du code de l'urbanisme,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, décide,

- D'APPROUVER la carte communale tel qu'elle est annexée à la présente délibération;

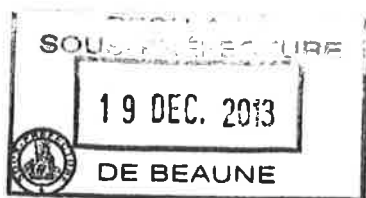
La carte communale sera transmise au préfet pour approbation conformément aux articles L.124-2 et R.124-7 du code de l'urbanisme.

La présente délibération et l'arrêté préfectoral d'approbation de la carte communale seront, conformément à l'article R124-8 du code de l'urbanisme, affichés pendant un mois en mairie. Mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département. L'arrêté préfectoral sera publié au recueil des actes administratifs.

La carte communale approuvée par le préfet et le conseil municipal est tenue à la disposition du public à la mairie aux heures d'ouverture du secrétariat ainsi qu'à la Direction départementale des Territoires.

- D'INSTITUER un droit de préemption concernant le périmètre situé au Nord de la rue du Petit Val et à l'Ouest de la RD 17E dans les documents graphiques afin de permettre la réalisation d'un aménagement cohérent.

- QUE les décisions individuelles relatives à l'occupation et à l'utilisation du sol régies par le code de l'urbanisme demeureront délivrées par l'Etat.



Fait et délibéré en séance le 12 décembre 2013
Pour extrait certifié conforme,

Le maire
Emmanuel Bichot



Acte rendu exécutoire après dépôt en Sous Préfecture le
Et publication ou notification le